



**Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé  
Section « Sécurité sociale »**

SCSZ/12/016

**DELIBERATION N° 95/58 DU 24 OCTOBRE 1995, MODIFIEE LE 12 MAI 1998 ET LE 7 FÉVRIER 2012, RELATIVE A LA COMMUNICATION PAR LES INSTITUTIONS DE SECURITE SOCIALE, DE DONNEES SOCIALES A CARACTERE PERSONNEL, HORS DU RESEAU DE LA SECURITE SOCIALE, A DES PERSONNES OU DES ASSOCIATIONS AGISSANT EN QUALITE DE MANDATAIRES D'ASSURES SOCIAUX.**

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu la note de la Banque-carrefour "relative à l'obtention d'une autorisation globale du Comité de surveillance, pour les institutions de sécurité sociale en vue de la communication de données sociales à caractère personnel à des tiers n'appartenant pas au réseau de la Banque Carrefour", communiquée au Comité de surveillance, le 3 octobre 1995;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 20 janvier 2012 ;

Vu le rapport du président.

### **I. Introduction**

Sur une demande de l'Office national de l'Emploi (ONEm), le Comité de surveillance, le prédécesseur en droits de la section Sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, a émis deux avis concernant le problème de la communication par des institutions de sécurité sociale, de données sociales à caractère personnel, à des mandataires politiques.

Suivant l'avis n° 94/07 du 10 mai 1994, la communication de données sociales à caractère personnel à des mandataires politiques sans l'autorisation du Comité, est illicite.

L'avis n° 95/01 du 10 janvier 1995 a pour objet de préciser la portée de l'avis précédent, en distinguant notamment, les cas où un Ministre intervient à propos d'une matière relevant du département ministériel dont il assume la responsabilité, les cas où un Ministre intervient concernant une matière relevant de la compétence d'une institution de sécurité sociale sur laquelle il exerce son pouvoir de tutelle et l'hypothèse où une demande adressée par un assuré social à un Ministre concerne une matière qui n'entre pas dans les attributions de celui-ci. Dans le premier cas, le Ministre concerné peut signer la lettre par laquelle les renseignements demandés sont communiqués à l'intéressé; dans les autres cas, il revient à l'institution ou à l'administration compétentes de répondre directement à l'intéressé, le Ministre étant tenu informé.

La question de l'intervention d'une personne physique ou morale ou encore d'une association, auprès d'une institution de sécurité sociale, en qualité de mandataire d'un assuré social, n'est pas visée par ces deux avis.

Le Comité de Surveillance a constaté que les institutions de sécurité sociale ont tendance à interpréter ses avis de manière restrictive, refusant notamment de communiquer des données sociales à caractère personnel aux mandataires contractuels des assurés sociaux concernés, appliquant à la lettre les dispositions de la loi du 15 janvier 1990 sur la Banque-carrefour, en particulier:

- l'article 15 suivant lequel toute communication hors du réseau de données sociales à caractère personnel par les institutions de sécurité sociale doit faire l'objet d'une autorisation de principe.

Il ne paraît ni rationnel, ni juridiquement fondé de refuser l'accès aux données sociales à caractère personnel relatives à des assurés sociaux, à des personnes que ceux-ci ont expressément ou même tacitement mais certainement mandatés à cette fin.

Le Comité de surveillance a estimé nécessaire de définir sa position sur cette question.

## **2. La demande d'autorisation introduite par la Banque-carrefour.**

A la demande du Comité de gestion de la Banque-carrefour et du Collège des administrateurs généraux des institutions publiques de sécurité sociale, le groupe de travail "Affaires juridiques" du Comité général de coordination institué auprès de la Banque-carrefour a réalisé une enquête parmi les institutions de sécurité sociale, afin de savoir dans quelles conditions celles-ci communiquent des données sociales à caractère personnel à des tiers qui, en vertu d'un mandat exprès ou tacite, défendent les intérêts de l'assuré social concerné.

Le groupe de travail "Affaires juridiques" a préparé, sur base de cette enquête, la proposition soumise à la délibération du Comité de surveillance par la Banque-carrefour.

Sur base des inventaires établis par le groupe de travail, la Banque-carrefour distingue trois catégories de destinataires de données sociales à caractère personnel, à savoir:

- ceux qui sont chargés de défendre les intérêts des assurés sociaux concernés, tels que les syndicats, les mutualités, les organisations de travailleurs indépendants, les associations d'handicapés ou de pensionnés, les membres de la famille, cette liste n'étant pas limitative;
- les destinataires des données à caractère personnel visées à l'art. 14, al. 1er, 2° à 4° de la loi sur la Banque-carrefour (les employeurs et leurs mandataires);
- les autres destinataires de données à caractère personnel qui, dans le cadre de l'exercice de leurs missions légales, doivent disposer de certaines données: notamment les services de police, les cours et tribunaux, les avocats, les huissiers de justice, les CPAS...

La proposition d'autorisation introduite par la Banque-carrefour porte exclusivement sur les deux premières catégories, la Banque-carrefour estimant, à juste titre, que la situation des destinataires appartenant à la troisième catégorie demande une étude plus approfondie.

### **3. Conditions auxquelles est soumise la communication de données sociales à caractère personnel à des mandataires d'assurés sociaux.**

Il importe de distinguer selon que la communication de données est demandée en vertu d'un mandat écrit ou d'un mandat tacite.

#### **3.1. Le mandat écrit**

La communication de données sociales à caractère personnel est autorisée aux personnes physiques ou morales ou aux associations qui justifient d'un mandat exprès donné par écrit par les assurés sociaux concernés.

Le mandat écrit répond aux conditions suivantes:

- il est donné par écrit,
- par le titulaire des données ou par son représentant légal;
- il identifie le titulaire des données par la mention de ses nom, prénoms, adresse, date et lieu de naissance;
- il est daté et signé par le mandant;
- il identifie le mandataire par ses nom, prénoms et adresse ou par les nom, prénom et qualité de la personne ayant le pouvoir de représenter la personne morale ou l'association;
- il définit les types de données sociales à caractère personnel que le mandataire peut obtenir;
- il détermine les finalités pour lesquelles ces données peuvent être utilisées par le mandataire;
- il fixe la durée de validité du mandat.

Moyennant la production du mandat écrit, le mandataire peut obtenir, par écrit, des institutions de sécurité sociale, des données sociales à caractère personnel relatives au titulaire des données, dans les limites fixées par le mandat.

Les avis précités n° 94/07 et 95/01 ne préjudicient pas au droit des mandataires politiques ou des ministres d'intervenir en vertu d'un mandat écrit.

D'autre part, les institutions de sécurité sociale reçoivent des milliers de demandes d'informations par téléphone, émanant de multiples organismes d'aide ou de défense d'assurés sociaux qui, soit ont du mal à se déplacer, soit ne comprennent pas leur situation au regard de la législation sur la sécurité sociale. Des explications par téléphone font souvent progresser un dossier et sauvegarder les droits de ces assurés sociaux, bien plus efficacement et plus rapidement que des échanges de courriers.

Il paraît, en pratique, peu concevable que les institutions de sécurité sociale refusent purement et simplement de répondre à de telles demandes. Ce serait méconnaître la réalité administrative. Pareille attitude serait en outre contraire aussi bien à l'intérêt d'une bonne administration de la sécurité sociale, qu'aux intérêts des assurés sociaux eux-mêmes.

Mais les communications de données par téléphone doivent être réglementées.

Le mandataire, dont le mandat écrit a été préalablement communiqué à l'institution de sécurité sociale, peut obtenir par téléphone certaines données sociales à caractère personnel relatives au titulaire des données, à condition de décliner sa propre identité et son numéro de téléphone, ainsi que les nom, prénoms, adresse, lieu et date de naissance et le numéro de dossier du titulaire. L'institution de sécurité sociale ne pourra communiquer que les données portant sur l'identification du titulaire et sur l'état de son dossier, en indiquant, le cas échéant, la nature des problèmes constatés lors du traitement de son dossier.

### **3.2. Le mandat tacite**

L'existence d'un mandat tacite résulte de certaines circonstances d'où l'on peut présumer que la personne (physique ou morale) ou l'association qui intervient pour le compte du titulaire des données, a reçu de celui-ci le pouvoir d'agir en son nom.

Un mandat tacite ne peut être présumé que dans le chef de syndicats, de mutualités, d'organisations représentatives de travailleurs indépendants, d'organisations représentatives d'employeurs et d'associations de personnes handicapées ou de pensionnés pour ce qui concerne leurs membres, ou encore, dans le chef du Palais Royal, pour ce qui concerne les personnes qui ont sollicité son intervention.

Le mandataire qui intervient en vertu d'un mandat tacite peut obtenir auprès d'institutions de sécurité sociale, par écrit ou par téléphone, des données sociales à caractère personnel relatives au titulaire, dans les mêmes conditions que le mandataire porteur d'un mandat écrit (respect des principes de pertinence, de finalité, de proportionnalité), et pour autant qu'en outre:

- il établit au moyen de faits objectifs que l'intéressé est affilié auprès de l'institution qu'il représente, lorsque celle-ci est un syndicat, une mutualité, une organisation représentative de travailleurs indépendants, une organisation représentative d'employeurs ou une association de personnes handicapées ou de pensionnés, par exemple en indiquant le numéro d'affiliation du mandant, ou le numéro de section de la caisse de l'organisme de paiement ou encore d'autres éléments;
- il envoie une copie de la lettre du mandant, si le mandataire est le Palais Royal et que les informations sont demandées par écrit.

**4. Conditions relatives aux destinataires des données à caractère personnel visés à l'article 14, alinéa premier, 2° à 4° de la loi du 15 janvier 1990 de la Banque-carrefour.**

Il s'agit des personnes suivantes:

- 2° les personnes autres que les institutions de sécurité sociale qui doivent traiter ces données en vue de remplir leurs obligations en matière de sécurité sociale, leurs préposés ou mandataires ainsi que ceux qu'elles autorisent expressément à les traiter;
- 3° les personnes à qui sont confiées par les personnes visées au 2° des travaux de sous-traitance pour l'application de la sécurité sociale;
- 4° les organismes de droit étranger, pour l'application des conventions internationales de sécurité sociale.

L'objet de cette disposition est de dispenser ces personnes et ces organismes non pas d'une autorisation du Comité sectoriel pour obtenir la communication de données mais de l'intervention de la Banque-carrefour.

Le Comité de Surveillance estimait qu'il y avait lieu d'autoriser d'une manière générale les institutions de sécurité sociale à communiquer à ces personnes les données sociales à caractère personnel dont elles ont besoin pour réaliser les finalités énumérées à l'article 14, alinéa 1er, 2° à 4° de la loi sur la Banque-carrefour.

Par ces motifs,

**le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé**

autorise les institutions de sécurité sociale à communiquer certaines données sociales à caractère personnel, dans les limites définies ci-dessus, aux personnes ou aux associations intervenant au nom et pour le compte d'assurés sociaux et qui sont porteurs soit d'un mandat écrit, soit d'un

mandat tacite conforme aux conditions définies ci-dessus au point III, relatives à l'existence et à l'objet du mandat et à ses modalités d'application.

L'autorisation est également donnée aux personnes visées à l'art. 14, al. 1, 2° à 4° de la loi du 15 janvier 1990 sur la Banque-carrefour.

Yves ROGER  
Président

Le siège du Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé est établi dans les bureaux de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, à l'adresse suivante : Chaussée Saint-Pierre, 375 – 1040 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).